

QUI NOUS NOURRIRA EN 2035 ?

Le secteur agricole face au défi démographique et écologique

Le défi est sans précédent : plus de la moitié des agriculteurs et agricultrices partiront à la retraite avant 2035. Seul un départ sur trois est aujourd'hui remplacé par une installation. **À ce rythme, la France pourrait ne plus compter que 270 000 agriculteurs et agricultrices en 2035, contre 412 000 aujourd'hui¹.** Pourtant, les travaux de prospectives sont clairs : l'agriculture française a besoin d'un grand nombre d'actifs et d'actives pour faire face aux défis écologiques et climatiques et garantir notre souveraineté alimentaire.

Le Réseau Action Climat et SOL montrent dans ce rapport en quoi le défi du renouvellement des générations agricoles est une véritable opportunité pour impulser la transition écologique du secteur.

Dans ce contexte, le soutien aux systèmes agroécologiques et biologiques relève de l'urgence. Si un objectif est fixé par la loi LOSARGA 2025 : 500 000 agriculteurs et agricultrices en 2035, le rapport conclut que les conditions ne sont pas réunies pour y parvenir, du fait des insuffisances des dispositifs d'accompagnement publics, notamment France Services Agriculture qui va se déployer en 2027.

L'AGRICULTURE FRANÇAISE ORIENTÉE VERS DES MODÈLES AGRICOLES PRODUCTIVISTES

Les politiques de développement agricole des dernières décennies, guidées par des objectifs de productivité et de rentabilité, ont radicalement transformé le paysage agricole français :

- Exploitations agricoles de plus en plus intensives et grandes : **de 42 hectares en moyenne en 2000 à 69 en 2020⁴**.
- Spécialisation des activités au profit d'un modèle agricole exportateur, détourné des objectifs de souveraineté et d'accessibilité à une alimentation diversifiée localement⁵.

Ces politiques ont entraîné une chute du nombre d'exploitations (de 663 000 en 2000 à 390 000 en 2020⁶) au profit de modèles agricoles aux impacts sociaux et environnementaux délétères. Le secteur peine à anticiper le besoin de renouvellement de la main d'œuvre agricole et à s'adapter à des profils de candidates et candidats de plus en plus souvent éloignés du modèle familial traditionnel.

- **Une crise des vocations** : 30 000 installations annuelles nécessaires contre 13 000 actuellement en moyenne par an⁷.
- Une incapacité à capter l'ensemble des personnes aspirant à ce métier : **une sur cinq abandonne** au cours du parcours d'installation, décrit comme un « parcours du combattant »⁸.
- Une diversité croissante de profils, en décalage avec le modèle traditionnel : **plus de reconversions, plus de femmes, plus d'installations hors de son territoire d'origine⁹**.

Les systèmes agricoles en collectif répondent à des aspirations, les fermes n'ont aucun mal à recruter et à remplacer leurs actifs.

Responsable en association d'accompagnement à l'installation

1 - MSA. (2025). Les chiffres utiles de la MSA : Édition 2025. <https://statistiques.msa.fr/wp-content/uploads/2025/06/Chiffres-utiles-edition-nationale-2025.pdf>

2 - MSA. (2025). Après 2 ans de croissance, le nombre d'installations d'exploitants agricoles diminue en 2023. <https://statistiques.msa.fr/wp-content/uploads/2025/03/Info-Stat-installations-Edition-2025.pdf>

3 - Ministère de la Transition écologique. (2026). Projet de la Stratégie nationale Bas-Carbone n°3. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/2026-Projet_SNBC3_Partie1_0.pdf

4 - Agreste. 2026. « La superficie agricole utilisée ». <https://vizagreste.agriculture.gouv.fr/la-superficie-agricole-utilisee.html>

5 - Terre de Liens. (2025). Souveraineté alimentaire : Un scandale made in France. <https://ressources.terredeliens.org/les-ressources/souverainete-alimentaire-un-scandale-made-in-france-rapport-4>



1 agriculteur
sur 2 à la
retraite d'ici
10 ans

1 installation
pour 3 départs²

L'agriculture
responsable
de 20% des
émissions de GES
en France³

L'ÉCOLOGISATION DES PRATIQUES, UNE ALLIÉE DANS LE RECRUTEMENT DE NOUVEAUX PROFILS

Notre souveraineté alimentaire repose sur ce vivier de nouvelles personnes. Elles sont nombreuses à vouloir mettre en place une agriculture agroécologique, diversifiée, en bio et/ou en circuits courts, et de plus en plus souvent en collectif. Il est indispensable de les soutenir en adaptant les critères et modalités de soutien à l'installation pour garantir l'aboutissement de leurs projets.

L'AGROÉCOLOGIE COMME RÉPONSE AUX ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU SECTEUR

Des exploitations tournées vers l'agroécologie apportent des réponses concrètes à ces enjeux en générant :

- **Une dynamisation des emplois dans le territoire** : +14 % UTA (Unité de Travail Annuel) en bovin laitier bio qu'en conventionnel¹⁰.
- **Des pratiques plus adaptées aux enjeux climatiques** : par exemple, la conservation d'éléments bocagers améliore la résistance aux sécheresses et aux températures extrêmes¹¹.
- **Une approche territoriale de la souveraineté alimentaire par la valorisation de la production à l'échelle locale** : plus de la moitié des fermes bio vendent en circuits courts¹².

6 - Insee. (2024). « Nombre d'exploitations – Transformations de l'agriculture et des consommations alimentaires ». <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728861?sommaire=7728903>

7 - MSA. (2025). Après 2 ans de croissance, le nombre d'installations d'exploitants agricoles diminue en 2023. <https://statistiques.msa.fr/wp-content/uploads/2025/03/Info-Stat-installations-Edition-2025.pdf>

8 - CGAAER, & IGF. (2024). Évaluation des freins fiscaux et non fiscaux au renouvellement des générations en matière agricole. <https://agriculture.gouv.fr/evaluation-des-freins-fiscaux-et-non-fiscaux-au-renouvellement-des-generations-en-matiere-agricole>

9 - Cinq rapports commandités par le MASA en 2025 : <https://agriculture.gouv.fr/nouveaux-actifs-agricoles-5-rapports-de-recherche-pour-mieux-connaître-les-neo-agriculteurs>

10 - Forget, V., Depeyrot, J.-N., Mahé, M., Midler, E., Hugonnet, M., Beaujeu, R., Grandjean, A., & Héroult, B. (2019). Transformations des emplois et des activités en agriculture. <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/105176>

11 - Réseau Action Climat et Civam. (2023). Résilience de l'agroécologie face aux crises économiques et climatiques. <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2023/07/agro-2023-v6.pdf>

12 - Segura-Gattuso. (2024). Circuit court : combien d'agriculteurs pratiquent ce mode de vente ? <https://www.reussir.fr/circuit-court-combien-dagriculteurs-pratiquent-ce-mode-de-vente>

DES CONDITIONS D'EMPLOI PEU VIVABLES ET DES MÉTIERS PRÉCARISÉS

Selon France Stratégie¹³, la qualité de l'emploi agricole est plus dégradée que la moyenne des métiers en France, **avec des risques et contraintes physiques plus forts, aggravés par le réchauffement climatique**. À cela s'ajoute, en particulier pour les non-salariés, un temps de **travail expansif et une charge mentale importante**¹⁴. Ces enjeux de pénibilité sont pourtant très peu traités dans les politiques publiques relatives au secteur agricole¹⁵. La rémunération et les conditions d'emploi représentent de véritables freins :

- **18 % des exploitations ne sont pas à l'équilibre** sans aides publiques¹⁶.
- Pour les salariés, un taux horaire moyen à 14€ contre 20€ dans l'industrie¹⁷.
- Près de 60 % des contrats sont des CDD, saisonniers compris¹⁸.

Ces éléments nuisent à l'attractivité du métier. Certaines filières sont plus durement impactées : par exemple, la filière d'élevage bovin est concernée par des temps d'astreinte plus importants, et une rémunération plus faible que dans les autres filières¹⁹. Des solutions sont déjà expérimentées sur les territoires et mériteraient d'être déployées²⁰ :

- Recours à de la main d'œuvre partagée entre les exploitations.
- Formation à l'accueil et à la communication entre actifs et actives sur la ferme.
- Réduction de la taille des systèmes de production à une échelle plus humaine.

La transition vers des systèmes agroécologiques est aussi un moyen de résoudre certaines difficultés : réduction des intrants, diversification des cultures, labellisation de la production, autant de moyens pour alléger la charge de travail et mieux valoriser les productions.

FRANCE SERVICES AGRICULTURE : UN PARCOURS QUI S'ANNONCE INSUFFISANT FACE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS

La Loi d'orientation agricole de 2025 a adopté des mesures pour mieux accompagner la diversité des profils, notamment par la création d'un nouveau guichet d'accompagnement unique déployé en 2027 : France Services Agriculture (FSA). Si ce nouveau parcours renforce le champ d'intervention de l'État (accompagnement dès l'émergence d'un projet et d'un parcours transmission), notre rapport pointe un risque : que ce service ne suffise pas à répondre à l'ensemble des besoins.

Alors que les profils d'installation sont très divers, **de nombreux dispositifs complémentaires** au cadre public et nécessaires pour acquérir les compétences indispensables à la construction d'un projet professionnel viable **sont ignorés par le cadre issu de la LOSARGA**. Aucune mesure n'est prévue pour renforcer leur accessibilité.

Par ailleurs, FSA n'intègre pas de parcours vers le salariat agricole. Le rapport identifie pourtant le besoin de renforcer l'accompagnement des salariés et des employeurs. Il apparaît également **urgent de favoriser la collaboration entre les acteurs agricoles et de l'orientation professionnelle** afin d'améliorer la sensibilisation des demandeurs et demandeuses d'emploi aux opportunités et métiers du secteur.

*On a besoin d'un récit positif pour
l'agriculture, avec des pratiques
favorables et une attention portée
sur la qualité de vie au travail*

Responsable d'un syndicat de salarié·es agricoles

UN SOUS FINANCEMENT GLOBAL DES POLITIQUES DE SOUTIEN À L'EMPLOI ET L'INSTALLATION AGRICOLE

La loi de 2025 fixe un objectif clair : avoir 500 000 agriculteurs et agricultrices en 2035, ce qui implique a minima de doubler le nombre d'installations annuelles²¹. Or les moyens actuels sont largement insuffisants et orientés majoritairement vers certains profils : 380 millions € de contributions publiques par an : **seulement 9 % de ces contributions à l'installation sont accessibles à tous** les candidats et candidates quel que soit leur profil.

- **Le programme national d'accompagnement à l'installation-transmission (AITA) consacre en moyenne 1 720 € par installation, contre 7 500 € pour une réorientation professionnelle tous secteurs économiques confondus**²².

Les perspectives d'augmentation des moyens semblent réduites, alors que la coalition Installons des Paysans estime qu'il faudrait **a minima 100 millions d'euros par an supplémentaires**²³ pour répondre à l'ensemble des besoins et augmenter le nombre d'installations.

L'accompagnement aux métiers : un champ riche en format et investi par de nombreux acteurs face à la diversité des besoins



*Possible dans le cadre du parcours national

13 - France Stratégie. (2023). Qualité de l'emploi : Une question de métiers ? https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/Rapport/fs-2023-na130-qualitedeemploi-decembre_0.pdf

14 - France Stratégie. (2023). Qualité de l'emploi : Une question de métiers ? https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/Rapport/fs-2023-na130-qualitedeemploi-decembre_0.pdf

15 - Magnan, A., & Laurent, C. (2025). La diversité de la population de salariés travaillant dans les exploitations agricoles françaises. Eclairages, (32) https://ires.fr/wp-content/uploads/2025/07/Eclairages_32.pdf

16 - Insee Références. (2024). Transformations de l'agriculture et des consommations alimentaires. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/7728903/AGRI24.pdf>

17 - MSA. (2024b). L'emploi des salariés agricoles au quatrième trimestre 2020 - Infostat. <https://statistiques.msa.fr/publication/emploi-des-salaries-agricoles-au-quatrieme-trimestre-2020-infostat/>

Insee. (2025). Salaire horaire brut moyen et nombre d'heures rémunérées par mois : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8540835>

18 - Magnan, A., & Laurent, C. (2025). La diversité de la population de salariés travaillant dans les exploitations agricoles françaises. Eclairages, (32). https://ires.fr/wp-content/uploads/2025/07/Eclairages_32.pdf

19 - Perrot, C. (2020). Démographie et renouvellement des générations en élevage : État des lieux, perspectives et questions en suspens : https://www.academie-agriculture.fr/system/files_force/seances-colloques/20200527presentation1.pdf?download=1

20 - Solidarité Paysans. (2020). L'agroécologie, levier de redressement pour les exploitations fragilisées. https://solidaritepaysans.org/images/CK/files/zoom_sur/agroecologie/Agroecologie_levier_de_redressement_etude_complete_2020_SP.pdf

InterAFOCG. (s. d.). 6 expériences pour gérer sa ferme en prenant en compte son bien-être et l'écologie. Consulté 6 juillet 2026, à l'adresse <https://interafocg.org/ressources/livret-projet-bee>

21 - Loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, 2025-268 (2025). <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051368091>

22 - Cour des Comptes. (2023). La politique d'installation des nouveaux agriculteurs et de transmission des exploitations agricoles. <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/64229>

Hors Rémunération (amenant à 30 000 € au total) : France Compétences. (2025). Rapport sur l'usage des fonds de la formation professionnelle et du conseil en évolution professionnelle. <https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2025/02/09-rapport-usage-fonds-2024-ptp.pdf>

23 - Installons des Paysans (2024). Vote solennel de la Loi agricole : Une réforme du parcours à l'installation-transmission en voie d'amélioration. <https://www.sol-asso.fr/vote-solennel-de-la-loi-agricole-une-reforme-du-parcours-a-l-installation-transmission-en-voie-damelioration/>

Face à ces constats, le Réseau Action Climat et SOL appellent le gouvernement à lancer **un Plan Renouvellement des Générations Agricoles 2035**. Impliquant les différents champs et échelons de politiques publiques. Ce plan devra inclure 4 grandes orientations :

FACILITER L'ACCÈS AUX PARCOURS DE FORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT VERS LES MÉTIERS D'UN SECTEUR AGRICOLE EN TRANSITION

ÉTAT	ÉTAT	ÉTAT	RÉGION	ÉTAT	LOCAL
Faire de France Services Agriculture un levier d'orientation vers le développement de projets agroécologiques	Réformer les formations diplômantes pour orienter vers l'agroécologie	Reconnaître les stages, tutorat et test d'activité dans le parcours national à l'installation	Améliorer la capacité des institutions chargées de l'emploi à orienter vers les métiers agricoles		

RENFORCER LE FINANCEMENT DES PROJETS AGRICOLES, EN PRIORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES

ÉTAT	UE	ÉTAT	UE	ÉTAT	RÉGION
Doter France Services Agriculture de moyens conséquents, en cohérence avec les ambitions fixées par la LOSARGA	Intégrer dans les plans d'entreprise des critères sur l'organisation du travail et le volet environnemental	Financer les dispositifs d'accompagnement à l'installation et à la transmission complémentaires à France Services Agriculture	Repenser les critères d'accès aux aides pour prioriser les installations en agroécologie	Orienter les moyens de formation continue en priorité vers les formats en faveur de l'agroécologie	

REPENSER LA PLACE DU RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS AGRICOLES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES EN TERME DE RESSOURCES, D'ACTEURS ASSOCIÉS ET DE PRIORISATION DES ENJEUX

ÉTAT	ÉTAT	ÉTAT	RÉGION	LOCAL
Créer un espace interministériel sur le renouvellement des générations entre les ministères de l'agriculture, du travail, de l'enseignement et de la transition écologique	Ouvrir les instances de concertation à tous les acteurs	Déployer un observatoire des dynamiques d'installation transmission relié aux objectifs de transition écologique	Mettre en place une politique de soutien à l'installation dans chaque région	Renforcer la mobilisation des communes et intercommunalités en lien avec leurs compétences en matière d'accès à l'emploi et au foncier

CONSTRUIRE UN CADRE PLUS VIABLE POUR LA QUALITÉ DE CES MÉTIERS

ÉTAT	ÉTAT	LOCAL	ÉTAT	LOCAL
Ouvrir une concertation nationale sur le salariat agricole et les enjeux de transition d'ici 2030	Faire de l'insertion par l'activité économique un levier du renouvellement des générations agricoles		Déployer et massifier les formations et espaces d'échange sur les conditions de travail	



Pour lire
[le rapport complet](#)



Des [témoignages](#)
de paysans et
paysannes à
regarder

Rédaction : Hanaé Morisson-Castagnet, chargée de mission Emploi au [Réseau Action Climat](#)
Coordination du rapport : Salomé Le Bourligu, Responsable des Partenariats et du Plaidoyer
Installation à [SOL](#) et Antoine Durand, responsable Emploi au [Réseau Action Climat](#)
salome.lebourligu@sol-asso.fr - antoine.durand@reseauactionclimat.org

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le changement climatique



SOL
réseau action climat france